

LA RÉGION COMME INCUBATEUR, POURFENDEUR OU GRAND ASSEMBLIER DE LA MÉTROPOLISATION ?

Alain Faure, Directeur de recherche CNRS en science politique - Université de Grenoble
Laboratoire PACTE- Carnet de recherche : <http://enigmes.hypotheses.org/>

Faut-il encore aménager le territoire? C'est autour de cette question légèrement provocatrice que la Région Rhône-Alpes a intitulé la rencontre du 13 novembre 2013 consacrée au devenir de ses politiques contractuelles. Le colloque s'est ouvert sur les *fractures françaises* diagnostiquées par le consultant-géographe Christophe Guilluy à l'échelon national. Cartes et chiffres à l'appui, ce dernier a concentré son analyse sur la détresse des *classes populaires* en bordures des métropoles. Disons-le sans ambages : pour ceux qui ont lu cet auteur obnubilé par le *capital d'autochtonie* des Français (cf. la vigoureuse critique de son ouvrage dans la revue *Urbanisme* sous la plume du géographe Martin Vanier), on ne pouvait rêver pire entrée en matière tant la thèse des fractures oppose sans nuance ni rigueur (mais avec beaucoup d'idéologie) les métropoles aux campagnes, les *bobos* et les *immigrés* aux *périurbains* et aux classes moyennes. Heureusement, ce parti pris urbanophobe maquillé sous les atours d'une improbable *nouvelle géographie* a été contrebalancé par le robuste bilan chiffré proposé par Pascal Oger. Dressant un état des lieux détaillé et sans concession des singularités démographiques de Rhône-Alpes, le directeur régional de l'INSEE a mis en évidence les contours d'une région particulièrement complexe dans ses articulations et fragmentations socioéconomiques infrarégionales. Assurément, le territoire de Rhône-Alpes est composé d'une mosaïque de territoires où les acteurs expérimentent des connexions très dynamiques entre leurs lieux et identités de résidence, de travail, de détente et de consommation. Ces modes de vie sont intrinsèquement *métropolitains* au sens où ils combinent en permanence les atours et les dangers de la mobilité, du consumérisme et de la mondialisation. Et cette combinatoire a ceci d'inédit qu'elle concerne les individus vivant aussi bien en centre-ville qu'en périphérie, dans les vallées ou dans les montagnes à proximité.

En ouvrant les débats sur les souffrances et les malentendus que ces façons multiples d'occuper simultanément l'espace génèrent, le président Jean-Jacques Queyranne a clairement souhaité discuter le rôle de la métropolisation dans le creusement des inégalités socioterritoriales. Il nous semble qu'il serait à la fois simpliste et dangereux de réduire cette introspection à l'énoncé passionnel de quelques stéréotypes univoques sur *l'égalité des territoires*, *l'hégémonie des métropoles*, *la gentrification urbaine* ou encore *l'abandon du monde rural*. Le processus de métropolisation génère des imbrications et des interdépendances qui bousculent tous les échelons

de collectivités locales dans leur façon d'identifier les problèmes mais aussi dans leur capacité à intervenir efficacement sans privilégier l'entre soi ou le repli territorial. A cet égard, les témoignages et les prises de position nous ont permis d'identifier, tout au long de la journée, des interpellations récurrentes sur la stratégie de l'institution régionale en termes de diagnostics et d'action. De façon schématique, il nous semble possible de regrouper les arguments et les attentes en revenant sur deux fonctions de régulation publique jouées historiquement par la Région depuis vingt ans : la première concerne la dynamisation des initiatives de développement local aux quatre coins de son territoire, avec un rôle d'incubation des innovations sociales, et la seconde concerne la mise en récit des projets et des identités locales, avec un réflexe défensif sur des valeurs spécifiques et contre le pouvoir politique des métropoles. Les défis contemporains posés par la métropolisation se posent sur ces deux fonctions, ils nous obligent à penser la totale imbrication des modes de vie et des façons d'occuper l'espace à l'échelle régionale. Nous suggérerons en guise de conclusion le rôle de *grand assembleur* que la Région pourrait tenir demain pour imaginer un *bien être métropolitain* à la hauteur des défis en présence.

La dynamisation du local, c'est l'orientation fondatrice que la Région Rhône-Alpes a promu dès les années 90 en expérimentant toute une série de contrats et de dispositifs centrés sur le soutien aux *projets de territoires*. En complicité avec des programmes européens assez novateurs (à l'époque), la démarche a consacré précocement l'échelle intercommunale, que ce soit via des établissements publics de coopération intercommunale, des *pays ruraux*, des *bassins de vie* ou des espaces qualifiés de *sensibles* en périphérie des villes et des bourgs. Cette politique a favorisé l'émergence de nouveaux professionnels (les agents de développement) qui ont *territorialisé*, de façon très militante au début, leurs diagnostics sur l'emploi, la formation, l'environnement, l'éducation, l'urbanisme... En Rhône-Alpes, l'orientation est vite apparue en tension avec un double héritage administratif séculaire (les communes et les cantons départementaux) mais la réussite des expérimentations a souvent renouvelé, et tout particulièrement en milieu périurbain, les équations politiques locales parce que ces initiatives ont donné aux leaders intercommunaux et aux conseillers régionaux une visibilité politique inédite. La Région a ainsi participé activement au rééquilibrage du territoire en essaimant des bonnes pratiques de développement local, en favorisant la mise en réseaux des expertises et en encourageant toutes sortes de stratégies d'innovation sociale impliquant les habitants. On peut dire qu'elle a promu une fonction d'incubation supracommunale des micro-territoires qui a anticipé, sans que ce soit tout à fait conscient, le processus métropolitain appuyé à la fois sur les mobilités, les ressources locales et l'internationalisation de l'économie.

La doctrine plus défensive, c'est la deuxième orientation progressivement adoptée dès lors que ces micro-territoires ont aussi dû construire leur autonomie sur leur capacité culturelle à résister

à la mondialisation. Cette résistance s'est d'abord organisée en interne pour lutter contre le déclin démographique et les fermetures de service public (les lycées, les hôpitaux, la Poste, les missions locales, les gendarmeries...). Les conseillers régionaux ont damé le pion des conseillers généraux et des maires chaque fois qu'ils parvenaient à traduire de façon dynamique les mobilisations locales sur des priorités régionales en termes d'aménagement du territoire. Parallèlement, tous les *pays ruraux* initiés ou soutenus par la Région (et par les Départements, mais c'est une autre histoire...) ont cherché à mieux *raconter* leur identité et leurs valeurs afin de se différencier de leurs voisins et afin aussi d'être plus compétitifs dans les compétitions interterritoriales et départementales. En désignant des singularités pour en faire des marques de distinction, les animateurs des *contrats locaux* et les conseillers régionaux ont reformulé des dossiers techniques (la formation professionnelle, les espaces protégés, les établissements d'enseignement, les trains régionaux...) en termes plus sociétaux (l'économie, la nature, l'éducation, l'exclusion...). Ils ont su imprégner leurs plaidoyers d'arguments passionnés sur une conception moins cloisonnée du *vivre ensemble*. C'est sans doute dans cette translation du technique vers l'identitaire que sont apparus les premiers griefs contre les *métropoles* et contre la *métropolisation*. Le double argument d'un pouvoir politique urbain hégémonique et d'un Etat central coupé de ses campagnes a progressivement gagné les grammaires de ses *forces vives*, alimentant comme une « évidence » l'idée que le processus de métropolisation creusait un fossé culturel autant que social entre les agglomérations, les petites villes et le monde rural. La rhétorique des territoires ruraux et périurbains pourfendant la métropolisation a fait mouche alors même que les politiques territoriales de la Région n'ont cessé de favoriser les connexions et les imbrications entre ces différents *mondes sociaux locaux*. Incontestablement, l'imagerie du *Grand Méchant Lyon* dévorant la moitié du Département du Rhône a cristallisé les peurs et a alimenté ce mouvement défensif, transformant soudainement les trésors de la mosaïque territoriale en un morcellement désordonné de localités menacées sur leur identité.

Incuber et pourfendre, c'est le double élan passionné et contradictoire que les dispositifs territorialisés de la Région ont impulsé ces vingt dernières années, avec d'un côté une dynamique plutôt entrepreneuriale et libérale, et de l'autre une posture plutôt conservatoire et redistributive. De notre point de vue, c'est précisément à l'aune de cette équation en apparence insoluble qu'il faut imaginer le renouveau des politiques contractuelles régionales. Le *bien être rhônalpin* se déclinera demain sur la réconciliation entre tous les *métropolitains* qui travaillent, vivent, s'épanouissent et se déplacent dans ce vaste territoire. La Région a vraisemblablement une partition symbolique essentielle de *grand assemblée* à inventer et à incarner dans cette équation, à l'heure où le processus de métropolisation entremêle (beaucoup plus qu'il ne les oppose) les identités professionnelles, les passions territoriales et les aspirations démocratiques de ses habitants.